

Le Burundi se dote d'une nouvelle Commission électorale

PANA, 13/02/2009 Bujumbura, Burundi - Le Burundi s'est doté, vendredi, d'une nouvelle Commission électorale nationale indépendante (CENI), a annoncé le président de l'Assemblée nationale du Burundi, Pie Ntavyohanyuma. Le nouvel organe électoral est présidé par Pierre Claver Ndayicariye, un juriste de formation, ancien ministre de la Communication et récemment encore consultant indépendant dans la résolution pacifique des conflits.

La vice-présidente de la CENI, Mme Margueritte Bukuru, est également une juriste de formation et ancienne ministre de la Fonction publique qui a fini par se convertir en activiste des droits humains. Les autres membres sont issus de la Société civile et occuperont des fonctions de commissaires au sein de la nouvelle CENI. Le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, avait eu du mal, le mois dernier, à faire passer au Parlement une proposition de nomination des membres de la CENI avant de revoir sa copie sous fortes pressions des partis politiques de l'opposition. Aucun membre de la précédente CENI controversée n'a été reconduit dans la nouvelle liste qui est passée cette fois-ci, comme lettre à la Poste, à la grande satisfaction des principaux partis politiques représentés au Parlement burundais. La nouvelle commission est appelée à préparer les secondes élections générales post-conflit de 2010. Les précédentes élections avaient eu lieu en août 2005 et ont consacré la victoire écrasante du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, ex- principale rébellion actuellement au pouvoir). Les préparatifs électoraux de l'année 2010 vont, notamment, porter sur l'actualisation du fichier et du code électoral. La Constitution actuelle puise l'essentiel de sa substance dans l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation au Burundi et doit également subir un toilettage pour coller aux réalités nationales du moment. La grande particularité des élections de 2010 est qu'elles doivent mettre fin à une longue période de transition marquée par des arrangements dictés par l'accord d'Arusha, notamment en ce qui concerne le partage du pouvoir sur base de quota politico- ethniques, pour renouer enfin avec le suffrage universel direct et une vie démocratique plus normale. L'ancien chef de l'Etat burundais sous la transition, Domitien Ndayizeye, est, pour le moment, le seul candidat d'envergure déclaré à la présidentielle de 2010 pour défendre les couleurs du Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU, principal parti d'opposition).